

Loi n° 004 portant loi de finances initiale pour l'année 2017



2017-004



L'Assemblée Nationale et le Sénat ont adopté ;  
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit,

**PREMIERE PARTIE**

**1. DISPOSITIONS DE NATURE GENERALE**

**Article premier : -- Caractère exécutoire du budget de l'année 2017**

Le budget de l'Etat de l'année 2017 sera exécuté conformément aux dispositions de la présente loi de finances, des lois de finances et ordonnances antérieures, en tout ce qui n'a pas été modifié ou abrogé.

**2. DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES**

**Article 2 : -- Autorisation de percevoir les impôts existants et les impôts dont la création est proposée**

La perception des impôts, taxes, contributions, redevances, produits et revenus affectés à l'Etat, aux collectivités territoriales, aux établissements publics et organismes habilités à les percevoir, continue d'être effectuée pendant l'année 2017, conformément aux lois et règlements et selon les dispositions de la présente loi.

**Article 3 : Le régime fiscal est modifié dans les conditions énoncées dans les articles 3.1. et 3.2.**

**Article 3.1** – Les articles de l'ordonnance 82.060 du 24 Mai 1982, portant Code général des impôts telle que modifiée à ce jour, sont modifiés, complétés ou abrogés ainsi qu'il suit :

**□ L'article 31 Bis (Nouveau) est modifié ainsi qu'il suit :**

**ART 31 Bis. (nouveau)** – « 6/ les véhicules utilitaires (tri cycle) d'une charge utile inférieure ou égale à trois (03) tonnes :

Age	Montant (en UM)
Inferieur ou égal à 5 ans	18 000
Compris entre 5 et 10 ans	14 000
Supérieur à 10 ans	10 000

Le reste sans changement ».

❑ L'article 157 est modifié ainsi qu'il suit :

**ART 157. (nouveau)** – « b) : inferieure ou égale à 4 CV : 11 400 UM

Le reste sans changement ».

❑ L'article 368 Bis est modifié ainsi qu'il suit :

**ART 368 Bis. (nouveau)** – « Le montant des droits à percevoir à l'occasion de la délivrance des visas des titres de voyages prévus par la réglementation sur l'immigration est fixé selon le tarif suivant :

Catégorie Zone géographique	Visa de transit (avec ou sans arrêt)	Visa court séjour (jusqu'à 3 mois)	Visa long séjour			
			de 3 mois à 1 an	de 1 à 2 ans	de 2 à 3 ans	3 ans et plus
Monde Arabe et Afrique	15 000 UM	25 000 UM	50 000 UM	70 000 UM	100 000 UM	200 000 UM
Reste du Monde	20 000 UM	35 000 UM	70 000 UM	100 000 UM	150 000 UM	300 000 UM

Le reste sans changement ».

❑ L'article 456 est modifié ainsi qu'il suit :

**ART 456. (nouveau) I.** « Véhicules utilitaires tri cycle d'une charge inferieure ou égale à trois (03) tonnes : 5 000 UM

**II.** véhicules utilitaires tri cycle d'une charge inferieure ou égale à trois (03) tonnes : 7 000 UM.

**III-** véhicules utilitaires tri cycle d'une charge inferieure ou égale à trois (03) tonnes : 10 000 UM.

Le reste sans changement ».

**ART 3.2 – modification du tarif douanier** - Par dérogation aux dispositions de la loi n° 66-145 du 26 juillet 1966 portant Code des douanes, telle que modifiée à ce jour, la fiscalité inscrite au tarif des douanes au titre des droits et taxes pour les produits ci-après est modifiée ainsi qu'il suit :

**ART 3.2.1** – « les minima de perception prévus par l'article 3.2.1 de la loi n° 2015-002 portant loi de finances rectificative pour l'année 2014 sont modifiés et fixés conformément aux tableaux ci-après :

## I. VEHICULES DE TOURISME :

Cylindrées Age	< 1300 cm3	1300 à 1900 cm3	>1900 cm3 2 Roues motrices	>1900 cm3 4 roues motrices
1 - 3 ans	500 000 UM	600 000 UM	700 000 UM	850 000 UM
3 - 6 ans	550 000 UM	650 000 UM	750 000 UM	900 000 UM
6 - 8 ans	600 000 UM	700 000 UM	800 000 UM	950 000 UM

Le reste sans changement »

**ART 3.2.2** – « les minima de perception prévus pour les camions, tracteurs et remorques par l'article 3.2.2 de la loi n° 2015-002 portant loi de finances rectificative pour l'année 2014 sont modifiés et fixés conformément au tableau ci-après :

Type Age	1 à 5 ans	5 à 10 ans
<b>Camions de tous genre</b>	2 000 000 UM	3 000 000 UM
<b>Tracteurs</b>	2 000 000 UM	2 500 000 UM
<b>Remorques</b>	1 500 000 UM	2 000 000 UM

»

**ART 3.2.3** – « les dispositions de l'article 3.2.3 de la loi n° 2015-002 portant loi de finances rectificative pour l'année 2014 sont modifiées comme suit :

est prohibée sur l'ensemble du territoire national l'importation des camions, tracteurs et remorques de plus de dix (10) ans d'âge.

Le reste sans changement ».

☐ **L'article 249 Quater est modifié ainsi qu'il suit :**

**ART 249 Quater. (nouveau)** - « la taxe de consommation sur le fer à béton relevant des positions tarifaires 7215900010 et 7215900090 est portée à 10.000 UM la tonne ».

**ART 3.2.4** – « la fiscalité des produits chimiques suivants, exclusivement utilisés comme intrants pour la fabrication des matelas, est portée à 3,53%(IMF : 2,53% et RS : 1%). Il s'agit de :

Polymeric Polyol Wanol 30-45
Polymeric Polyol Wanol 30-15
Ongronat TDI 80/100
NiaxStannousOctoate
Durcisseur POLYOL MD
Niax A33
Niax Silicone
Méthylène Chlorure

Le reste sans changement ».



### 3. DISPOSITIONS DIVERSES

**Article 4 : -- autorisation de tirage sur le Fonds national de revenus des hydrocarbures.**

Pour les besoins de financement du budget 2017, il est autorisé un tirage de 15.000.000.000 d'Ouguiya sur le Fonds national de revenus des hydrocarbures (FNRH).

**Article 5 : -- avances accordées à l'Etat par la Banque Centrale de Mauritanie**

L'autorisation préalable stipulée à l'article 73 des statuts de la Banque Centrale de Mauritanie (BCM) est accordée pour le montant des avances consenties au Trésor Public.

**Article 6 : -- garanties et avals**

Autorisation est accordée à l'Etat, au titre de l'année 2017, pour consentir des garanties et avals, dans la limite de cinq milliards (5.000.000.000) d'Ouguiya.

### 4. DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES

**Article 7 : -- récapitulatif des ressources**

Pour l'année 2017, le montant des ressources affectées au budget de l'Etat s'élève à Quatre cent soixante et un milliards quatre cent trente neuf millions trois cent soixante quinze mille (461.439.375.000) Ouguiya, et se répartit comme suit :

RESSOURCES	LFR 2016 (UM)	LFI 2017 (UM)	VARIATION	
			UM	%
--- Recettes fiscales	312 290 268 000	320 633 769 000	8 343 501 000	2,67
--- Recettes non fiscales	87 567 607 000	92 259 000 000	4 691 393 000	5,36
--- Recettes en capital	3 000 000 000	3 000 000 000	---	---
--- Appuis budgétaires	26 380 000 000	17 000 000 000	-9 380 000 000	-35,56
--- Remboursement prêts et avances	100 000 000	100 000 000	---	---
--- Comptes d'affectation spéciale	20 000 000 000	25 446 753 000	5 446 753 000	27,23
--- Recettes exceptionnelles	20 000 000 000		-20 000 000 000	-100,00
--- Allègement de la dette	3 255 876 000	2 698 897 000	-556 979 000	-17,11
--- Prélèvement du compte pétrolier	19 500 000 000	15 000 000 000	-4 500 000 000	-23,08
<b>TOTAL RESSOURCES BUDGETAIRES</b>	<b>492 093 751 000</b>	<b>476 138 419 000</b>	<b>-15 955 332 000</b>	<b>-3,24</b>
--- Excédent (+)/Déficit (-) budgétaire	28 794 979 000	14 699 044 000	---	---
<b>TOTAL GENERAL DES RESSOURCES</b>	<b>463 298 772 000</b>	<b>461 439 375 000</b>	<b>-1 859 397 000</b>	<b>-0,40</b>

**Article 8 :--- récapitulatif des charges**

Pour l'année 2017, le montant des charges du budget de l'Etat est arrêté à la somme de Quatre cent soixante et un milliards quatre cent trente neuf millions trois cent soixante quinze mille (461.439.375.000) Ouguiya, et se répartit comme suit :

CHARGES	LFR 2016 (UM)	LFI 2017 (UM)	VARIATION	
			UM	%
--- Pouvoirs publics et fonctionnement des administrations	259 186 008 000	262 933 560 000	3 747 552 000	1,45
--- Dette Publique	54 105 077 000	56 395 062 000	2 289 985 000	4,23
* Intérêts	17 203 480 000	15 476 795 000	-1 726 685 000	-10,04
* Amortissement	36 901 597 000	40 918 267 000	4 016 670 000	10,88
--- Dépenses d'Investissement	124 254 650 000	116 564 000 000	-7 690 650 000	-6,19
--- Plafond prêts et avances pouvant être consentis	5 753 037 000	2 000 000 000	-3 753 037 000	-65,24
--- Prises de participations	----	----	----	----
--- Comptes d'affectation spéciale	20 000 000 000	23 546 753 000	3 546 753 000	17,73
<b>TOTAL GENERAL DES CHARGES</b>	<b>463 298 772 000</b>	<b>461 439 375 000</b>	<b>-1 859 397 000</b>	<b>-0,40</b>



**Article 9 : --- équilibre budgétaire.**

L'équilibre général des ressources et des charges pour 2017 s'établit ainsi (en UM) :

I- BUDGET GENERAL	LFR 2016		LFI 2017	
	RESSOURCES	CHARGES	RESSOURCES	CHARGES
<b>A – OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF</b>				
1.1. Dépenses de fonctionnement (y/c intérêts dette)		276 389 488 000		278 410 355 000
1.2. Dépenses en Capital		161 156 247 000		157 482 267 000
- Investissement		124 254 650 000		116 564 000 000
- Amortissement du capital de la dette		36 901 597 000		40 918 267 000
1.3. Recettes courantes	399 857 875 000		412 892 769 000	
1.4. Recettes en Capital	3 000 000 000		3 000 000 000	
1.5. Aides, dons, subventions	26 380 000 000		17 000 000 000	
1.6. Prélèvement sur le compte pétrolier	19 500 000 000		15 000 000 000	
1.7. Déficit budgétaire				
1.8. Allègement de la dette	3 255 876 000		2 698 897 000	
1.10. Excédent	28 794 979 000		14 699 044 000	
<b>TOTAL DES OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF</b>	<b>423 198 772 000</b>	<b>437 545 735 000</b>	<b>435 892 622 000</b>	<b>435 892 622 000</b>
<b>B - OPERATIONS A CARACTERE PROVISOIRE</b>				
2. Comptes de prêts	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000
2.1. Prêts consentis		50 000 000		50 000 000
2.2. Prêts remboursés	50 000 000		50 000 000	
3. Comptes d'avances	50 000 000	5 703 037 000	50 000 000	1 950 000 000
3.1. Avances consenties		5 703 037 000		1 950 000 000
3.2. Avances remboursées	50 000 000		50 000 000	
4. Participations	----	----	----	----
4.1 Prise de participations	----	----	----	----
5. Recettes exceptionnelles	20 000 000 000	----	----	----
5.1 Recettes exceptionnelles	20 000 000 000	----	----	----
<b>TOTAL DES OPERATIONS A CARACTERE PROVISOIRE</b>	<b>20 100 000 000</b>	<b>5 753 037 000</b>	<b>100 000 000</b>	<b>2 000 000 000</b>
<b>II-BUDGETS ANNEXES ET COMPTES D'AFFECTION SPECIALE</b>	<b>20 000 000 000</b>	<b>20 000 000 000</b>	<b>25 446 753 000</b>	<b>23 546 753 000</b>
1. Recettes	20 000 000 000		25 446 753 000	
2. Dépenses		20 000 000 000		23 546 753 000
<b>TOTAL GENERAL DES RESSOURCES ET DES CHARGES</b>	<b>463 298 772 000</b>	<b>463 298 772 000</b>	<b>461 439 375 000</b>	<b>461 439 375 000</b>

**Article 10** : --- La présente loi sera publiée suivant la procédure d'urgence et au journal officiel de la République Islamique de Mauritanie, et exécutée comme Loi de l'Etat.

Nouakchott, le .....

19 JAN 2017

**MOHAMED OULD ABDEL AZIZ**



**Le Premier Ministre,**

**YAHYA OULD HADEMINE**



**Le Ministre de l'Economie et des Finances,**

**EL MOCTAR OULD DJAY**

